

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE  
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

**N° 12742**

---

**Dr David G**

---

**Audience du 6 juillet 2016  
Décision rendue publique  
par affichage le 7 octobre 2016**

**LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,**

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 4 mai 2015, la requête présentée par M. Louis-Edmond D ; M. D demande à la chambre disciplinaire nationale :

- l'annulation de la décision n° C.2014-3645, en date du 25 mars 2015, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France a rejeté sa plainte, transmise par le conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins, formée à l'encontre du Dr David G ;
- que la sanction de la radiation du tableau de l'ordre soit prononcée contre ce praticien ;
- que soit levé le signalement illégal effectué par le Dr G ;

M. D soutient qu'il a consulté deux fois le Dr G le 6 août 2009 et le 6 avril 2011 ; qu'entre temps, il a consulté une vingtaine de fois le Dr Pascal A mais qu'il a souhaité changer de praticien ; que le Dr G a néanmoins décidé de le réorienter vers le Dr A ; qu'il a, par ailleurs, procédé à un signalement le concernant auprès du centre psychiatrique d'orientation et d'accueil (centre hospitalier Sainte-Anne) et de l'infirmerie de la préfecture de police de Paris ; qu'il a violé le secret professionnel par diffusion d'informations médicales sciemment erronées ; que le Dr G a par deux fois nié l'existence de la consultation du 6 avril 2011, pourtant attestée par la copie du chèque de 120 euros avec lequel il a réglé cette consultation ; que le Dr G n'a jamais produit les courriers de menaces dont il fait état dans son signalement ; que le Dr A n'a de son côté évoqué aucun courrier de menaces à son égard ; que le Dr G a inventé ces courriers de menaces et a transmis à l'infirmerie de la préfecture de police des informations médicales sciemment erronées ; que l'article 226-14 du code pénal portant exception au secret professionnel a un caractère limitatif ; que c'est à tort que la chambre disciplinaire de première instance a considéré que les informations transmises par le Dr G étaient couvertes par ces dispositions ; qu'en le renvoyant vers le Dr A pour qu'il prenne en charge son hospitalisation, le Dr G a méconnu l'article R. 4127-58 du code de la santé publique ; que son état de santé tel que décrit par le Dr G nécessitait son hospitalisation ; que le Dr G n'a pas traité une situation d'urgence immédiate et n'a pas respecté le libre choix du patient ; qu'il ne s'est pas préoccupé de savoir si l'hospitalisation qu'il préconisait avait eu lieu ;

Vu la décision attaquée ;

# **CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Vu, enregistrée comme ci-dessus le 19 juin 2015, la lettre du Dr G, qualifié spécialiste en psychiatrie, par laquelle il fait savoir qu'il n'a rien à ajouter à ses observations de première instance ;

Vu, la correspondance du 25 avril 2016 de la chambre disciplinaire nationale informant les parties de l'examen, lors de l'audience, de la recevabilité des conclusions de M. D tendant au prononcé de la levée du signalement illégal effectué par le Dr G ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 6 juillet 2016 le rapport du Dr Emmery ;

## **APRES EN AVOIR DELIBERE,**

1. Considérant que M. D dont le psychiatre habituel entre 1998 et 2011 était le Dr A, a également consulté un autre psychiatre, le Dr G, une première fois le 6 août 2009 et une seconde fois le 6 avril 2011 ;

2. Considérant que M. D reproche au Dr G de ne pas avoir, à l'issue de la consultation du 6 avril 2011, décidé de son hospitalisation immédiate et de l'avoir renvoyé vers le Dr A en qui il n'avait plus confiance ; que la circonstance, alléguée par M. D, qu'il se serait trouvé, à l'issue de cette consultation, dans une « *situation clinique délicate* » ne suffit pas à établir que le Dr G aurait commis une faute en ne prescrivant pas son hospitalisation immédiate ; que le praticien ne l'a pas davantage contraint à consulter à nouveau le Dr A avec lequel il disait avoir rompu ;

3. Considérant qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que le Dr G ait méconnu le secret médical en effectuant un signalement relatif à M. D auprès du service médical de la préfecture de police, dont il n'appartient pas, au surplus, à la chambre disciplinaire nationale de prononcer la levée ;

4. Considérant que M. D n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision par laquelle la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France a rejeté sa plainte contre le Dr G ;

## **PAR CES MOTIFS,**

### **D E C I D E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La requête de M. D est rejetée.

# **CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

**Article 2 :** La présente décision sera notifiée au Dr David G, à M. Louis-Edmond D, au conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, au préfet de Paris, au directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par : Mme Aubin, président de section honoraire au Conseil d'Etat ; MM. les Drs Blanc, Ducrohet, Emmery, Fillol, Lebrat, Munier, membres.

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,  
président de la chambre disciplinaire nationale  
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

**La République mande et ordonne au ministre de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.**